

	<h2 style="margin: 0;">ARRETE ACCORDANT UN PERMIS DE CONSTRUIRE</h2> <h3 style="margin: 0;">Délivré au nom de la commune</h3>
Commune d' AURIS	

ARRETE N°29 | 2021

Le Maire

VU la demande de permis de construire de maison individuelle déposée le 01/04/2021, par **Monsieur DORGET Rémy et Madame DELAHAYE PANCHOUT Estelle**, demeurant 19 Rue des Grandes Rousses 38520 LE BOURG D'OISANS, enregistrée sous le numéro PC0380202120001, pour la construction d'une maison individuelle, d'une surface de plancher créée de 111.53 m<sup>2</sup>, sur un terrain cadastré D 519, D 520, sis à Route des Soufflots, Hameau des Certs, 38142 AURIS,

VU l'avis de dépôt de la demande affiché en mairie en date du 1<sup>er</sup> avril 2021,

VU le code de l'urbanisme,

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 28 novembre 2019,

VU le Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles porté à connaissance le 20 juillet 1999 et modifié en mars 2009,

VU l'avis de EDF en date du 8 avril 2021,

VU l'avis de ENEDIS en date du 19 avril 2021,

VU l'avis du Conseil Départementale de l'Isère en date du 20 avril 2021,

VU l'avis du Syndicat d'Assainissement du Canton de l'Oisans en date du 28 avril 2021,

VU l'avis du Maire en date du 2 avril 2021,

## ARRETE

### Article 1 :

Le permis de construire de maison individuelle est ACCORDE sous réserve des prescriptions mentionnées à l'article 2.

### Article 2 :

La construction sera raccordée aux réseaux publics existants.

Les eaux pluviales (eaux de ruissellement des sols et eaux de toitures/balcons) ne devront en aucun cas être reversées dans le réseau d'eaux usées.

Le SACO précise qu'une demande de raccordement écrite devra être effectuée auprès de ses services. Le raccordement s'effectuera par l'intermédiaire d'une boîte de branchement qui devra être positionnée en limite de propriété.

L'accès sur le domaine public devra être aménagé en accord avec le service gestionnaire de la voirie. Une demande d'autorisation d'accès sur route départementale devra être faite auprès du Conseil Départemental. Le pétitionnaire devra collecter ses eaux de ruissellement.

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait qu'ENEDIS a donné un avis favorable pour un projet à concurrence d'une puissance de raccordement de 36kVA triphasé.

ENEDIS tient également à préciser qu'il existe des contraintes préexistantes sur le réseau de distribution d'électricité qui font l'objet d'une fiche proposition de travaux auprès du concédant concerné. Une fois ce renforcement réalisé, ce réseau sera en mesure d'accueillir le raccordement du projet sur les bases définies ci-dessus.

Le terrain est situé en zone de sismicité 3 (modérée). Les règles de construction respecteront les prescriptions de l'arrêté du 22 octobre 2010 et du décret 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatifs à la prévention du risque sismique.

Le pétitionnaire reste tenu de s'assurer que son projet respecte toute législation ou réglementation spécifique à sa construction.

Votre projet est soumis au versement de la taxe d'aménagement et de la redevance d'archéologie préventive.

Fait à AURIS, Le 17 mai 2021  
Le Maire



*La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.*

Le demandeur pourra ainsi contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R 424-17 du Code de l'urbanisme, le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours contre le permis le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R 424-21 et R 424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une année si les prescriptions d'urbanisme et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas, la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :**

- > adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du Gouvernement) ;
- > installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A 424-15 à A 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du Gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

**Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers :** il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du bénéficiaire de l'autorisation :**

- > A l'achèvement des travaux de construction ou d'aménagement, une déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) doit être adressée à la mairie (le modèle de déclaration CERFA n° 13408 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du Gouvernement) ;
- > Le bénéficiaire est tenu de souscrire l'assurance dommages prévue par l'article L 242-1 du Code des assurances.